

# The African Union in the United Nations

by Hosli, · Language: FR

Summary by booksummaryai.com —

<https://booksummaryai.com/country/fr/the-african-union-in-the-united-nations-resume>

## Summary

En 60 secondes

Le livre retrace l'ascension de l'Union africaine, de la fondation de l'Organisation de l'unité africaine en 1963 à sa renaissance en 2002, et sa longue campagne pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Il montre l'UA se dotant d'une véritable machinerie : un Conseil de paix et de sécurité, une institution de santé continentale, une position de négociation commune sur le climat. Pourtant, la relation demeure déséquilibrée, avec plus de 70 pour cent du budget programmatique de l'UA provenant de partenaires extérieurs, au premier rang desquels l'Union européenne. Le verdict du livre : un « partenariat d'égaux » dans le discours, une « relation asymétrique » dans les faits.

Pourquoi le lire

Quiconque veut comprendre comment le Sud négocie réellement avec l'ONU, non pas en théorie mais dans les budgets, la logistique des opérations de paix et les communiqués de sommets, a besoin de ce livre. Il est indispensable aux étudiants en relations internationales, aux professionnels de la politique africaine et aux lecteurs qui suivent la réforme du Conseil de sécurité. Il explique pourquoi les plus grandes exigences diplomatiques de l'Afrique restent insatisfaites, et ce qu'il faudrait pour changer cela.

Les idées clés

From Addis Ababa, 1963: the long road to a continental voice

The OAU was granted observer status in 1965 and its Permanent Observer Mission in New York represents the AU at the UN. From that modest office, African diplomacy at the UN takes shape. The OAU, founded in 1963, spends nearly four decades representing the continent before it is replaced by the African Union, established in 2002. The AU's chairperson annually addresses the UN General Assembly.

Continental representation at the UN predates the AU itself by nearly four decades. The observer mission created under the OAU became the institutional bridge across the 2002 transition, which is why the AU arrived at the UN with working infrastructure rather than starting from scratch. The annual chairperson's address to the General Assembly gives Africa a fixed, recurring moment on the world stage, one the AU has inherited and now owns.

À essayer: Look up the AU chairperson's most recent General Assembly address and read it against the UN's own agenda for that session.

Non-interference, then the right to intervene

Picture the moment the Constitutive Act is signed. The OAU generation built the whole African order on one sacred principle: non-interference. Sovereignty was the shield that kept outside powers and meddling neighbors out, and the AU's founding document carries that DNA. The Constitutive Act later added the right to intervene in cases of genocide, war crimes, and crimes against humanity. The shield acquires a sword.

This amendment is one of the quiet revolutions in international law. It marks the moment African leaders accepted that sovereignty could not be absolute when mass killing was underway, and it gave the AU legal cover for the peace and security activism that follows in the book.

À essayer: Compare the intervention clause in the AU Constitutive Act with the non-interference language in the UN Charter and note the difference.

Two councils, one table: the annual ritual that began in 2007

The AU's Peace and Security Council (PSC), created in 2004, holds annual joint consultative meetings with the UN Security Council, held since 2007. The arrangement turns two separate bodies into counterparts. The meetings alternate between New York and Addis Ababa. Around one table sit the members of the world's most powerful security body and the members of Africa's own.

The alternating venue matters more than it looks. Meeting in Addis Ababa puts the UN Security Council on African ground, in the AU's capital, a small but real rebalancing of the diplomatic geography. These annual consultations institutionalize a relationship that could otherwise depend on crises, giving the two bodies a standing channel for coordinating positions on conflicts across the continent.

À essayer: Find the communiqué from the most recent AU PSC-UN Security Council joint meeting and note which conflicts dominated the agenda.

The Ezulwini Consensus: two permanent seats, demanded every summit since 2005

The Ezulwini Consensus of 2005 called for two permanent seats with veto power and five non-permanent seats for Africa on a reformed UN Security Council. Every AU summit since has reiterated the demand. This demand has not been achieved.

The Ezulwini Consensus is remarkable less for what it achieved than for what it proves. The failure to convert that unity into a seat reveals where the AU's leverage actually ends: the UN Charter's amendment rules put reform in the hands of the very powers whose privileges are at stake.

À essayer: Read the Ezulwini Consensus text and then check the UN General Assembly's latest Security Council reform resolution to see how far the language has moved.

The C-10's radical answer: elect the permanent seats

The AU's C-10 committee has proposed that Africa's two permanent seats be elected by the AU Assembly, rather than being held by specific countries. The proposal inherits a practical problem the Ezulwini Consensus left open: if Africa wins two permanent seats, who fills them? The seats would belong to the continent, rotating among its members, not to any single capital.

This is the most institutionally creative idea in the reform campaign, and the most threatening to the existing order. Permanent seats held by rotating African states, chosen collectively, would break the assumption that permanence belongs to great powers.

À essayer: Sketch how an AU Assembly election for a rotating permanent seat would work in practice, and where the veto question would bite.

Le cadre de 2006 et sa mise à niveau de 2017

L'UA et l'ONU ont signé en 2006 un cadre de coopération renforcée, qui a instauré des consultations régulières entre la Commission de l'UA et le Secrétariat de l'ONU. C'est l'ossature bureaucratique de la relation : réunions programmées, canaux permanents, paperasse au lieu de l'improvisation. Ce cadre a été actualisé en 2017 pour y intégrer des mécanismes conjoints de paix et de sécurité.

Des cadres de ce type, voilà comment les organisations intergouvernementales coopèrent réellement quand aucun traité ne les y oblige. L'accord de 2006 a donné à la relation UA-ONU un rythme prévisible ; la mise à jour de 2017 a reconnu que la paix et la sécurité en étaient devenues le centre de gravité. Ce que le cadre ne peut pas réparer, c'est l'asymétrie sous-jacente : des consultations entre partenaires inégaux restent des consultations inégales.

À essayer: Repérez quels mécanismes conjoints UA-ONU existent désormais dans le cadre de 2017 et quels conflits ils ont touchés.

L'Agenda 2063 à la rencontre de l'Agenda 2030

L'Agenda 2063 de l'UA trace les aspirations du continent en matière de développement. L'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable a été adopté en 2015. Le premier plan décennal de mise en œuvre de l'UA (2014-2023) s'aligne sur les ODD, notamment en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et le développement des infrastructures en Afrique. Deux calendriers, un continent, une synchronisation délibérée.

L'alignement est une stratégie diplomatique autant qu'un outil de planification. En calant la première décennie de l'Agenda 2063 sur les ODD, l'UA fait de chaque conversation onusienne sur le développement une enceinte où les priorités africaines sont déjà sur la table, dans un langage compatible. Le hic, c'est qu'une vision africaine de cinquante ans est mesurée à l'aune d'une

vision mondiale de quinze ans, et que l'horizon temporel de l'UA va bien au-delà de celui des ODD.

À essayer: Choisissez un ODD et cherchez son pendant dans le premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 pour voir où les cibles coïncident ou divergent.

La ZLECAf et l'agence onusienne derrière la paperasse

Le projet phare de l'UA, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), constitue une étape majeure de l'intégration économique. Sa mise en œuvre est une montagne technique : calendriers tarifaires, règles d'origine, harmonisation douanière. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique apporte son appui technique, fournissant la machinerie analytique qu'un jeune secrétariat ne pouvait pas encore bâtir seul. Un marché continental, rédigé avec l'aide d'une agence onusienne.

La ZLECAf montre la relation UA-ONU sous son jour le plus fonctionnel : l'UA fixe l'ambition politique, un organe onusien fournit l'expertise. Cette division du travail est exactement ce que prédit l'argument d'ensemble du livre, l'UA menant politiquement tout en s'appuyant sur un soutien technique et financier extérieur. Que ce soutien crée des capacités ou s'y substitue, voilà la question que la prochaine décennie de la zone de libre-échange répondra.

À essayer: Vérifiez l'état actuel des échanges dans le cadre de la ZLECAf et voyez quels pays ont réellement commencé à commercer selon les règles de l'accord.

La commission de Banjul et le miroir d'examen de l'ONU

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples a été adoptée en 1981. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, établie à Banjul, en Gambie, soumet des rapports annuels à la Conférence de l'UA. Mais la Commission ne travaille pas dans une bulle africaine : elle interagit avec l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le processus qui soumet le bilan de chaque État membre de l'ONU à un examen par les pairs. Deux systèmes d'examen, le bilan d'un continent.

L'interaction entre Banjul et l'EPU montre une machinerie régionale des droits de l'homme qui alimente le système mondial plutôt que de rivaliser avec lui. Les obligations d'un État au titre de la Charte africaine et son examen dans le cadre de l'EPU se renvoient l'une à l'autre, ce qui renchérit le coût de l'ignorance de l'un ou de l'autre. Le rapportage annuel de la Commission à la Conférence de l'UA maintient la pression politique au niveau national, tandis que le lien avec l'EPU maintient les bilans africains visibles à New York et à Genève.

À essayer: Lisez le résultat le plus récent de l'EPU pour un État africain et comptez combien de recommandations citent la Charte africaine.

One negotiating bloc at the climate table

The AU's Committee of African Heads of State and Government on Climate Change (CAHOSCC), established in 2009, coordinates Africa's common position in UN climate talks. Alongside it, the African Group of Negotiators does the day-to-day work of coordinating positions at UN climate conferences. Heads of state set the line; negotiators hold it through marathon sessions. A continent of vastly different economies and emissions profiles arrives at the talks speaking, formally, as one.

Climate is where the AU's one-voice ambition works best, because fifty-four countries bargaining separately would be fifty-four times weaker. The two-level structure, heads of state above, negotiators below, gives Africa both authority and stamina. The model is exactly what the Security Council reform campaign lacks, and the book's contrast between the two is hard to miss.

À essayer: Find the African Group of Negotiators' position paper from the last COP and identify its three core demands.

The Great Green Wall: 100 million hectares by 2030

The AU's Great Green Wall initiative, launched in 2007, is an AU-led environmental project spanning the Sahel region. It aims to restore 100 million hectares of degraded land across the Sahel by 2030. The UN Convention to Combat Desertification partners with the AU on the project, bringing global institutional weight to a vision that began as Africa's own. Trees, soil, livelihoods, a wall of green against the desert.

The Great Green Wall is the AU acting as project owner, not petitioner, with a UN body as partner rather than patron. Its 100-million-hectare target is one of the largest restoration commitments anywhere, and its progress has lagged far behind the ambition. That gap between vision and delivery is the book's recurring theme in environmental form, and the UNCCD partnership is what keeps international attention and resources flowing.

À essayer: Look up the Great Green Wall's current restoration figures against the 100-million-hectare 2030 target and note the gap.

Africa CDC declares emergency: the pandemic test

The Africa CDC, established in 2016 and headquartered in Addis Ababa, declared COVID-19 a continental health emergency in February 2020. The AU's response to COVID-19 included the establishment of the African Medical Supplies Platform in 2020, and the Africa CDC coordinated the continent's response with the WHO, including the COVAX vaccine distribution mechanism. A continent often last in line builds its own supply pipeline.

The pandemic was the AU's clearest proof of institutional maturity. Africa CDC, only four years old, moved faster than many national governments, and the Medical Supplies Platform addressed the ugliest feature of the global response, rich countries outbidding poor ones. Coordination with the WHO gave the effort legitimacy and reach, but the initiative and the machinery were African, a genuine one-voice moment in health.

À essayer: Visit the African Medical Supplies Platform's site and see what it reveals about pooled procurement as a model for other regions.

Boko Haram and the task force the UN funds to fight

The AU's Multinational Joint Task Force (MNJTF) against Boko Haram in the Lake Chad Basin is coordinated under AU auspices with troops from Nigeria, Niger, Chad, Cameroon, and Benin. What the force lacks is reliable equipment and logistics. The UN Security Council has authorized logistical support for this force through Resolution 2349 (2017). African soldiers do the fighting; the UN authorizes the trucks, fuel and communications that let them fight.

Resolution 2349 captures the book's core asymmetry in a single arrangement. The AU supplies the political authorization and the troops, the UN supplies the means, and neither could manage without the other. This pattern, African operations running on external logistical oxygen, is precisely what the AU's own financing reforms, like its import levy, are meant to end.

À essayer: Read Resolution 2349 and track which forms of support it authorizes for the MNJTF beyond logistics.

La taxe de 0,2 % restée en deçà des ambitions

En 2015/2018, l'UA a décidé d'instaurer une taxe de 0,2 % sur les importations éligibles (la « taxe d'importation de l'UA », AU Import Levy) pour financer ses propres opérations de paix. Cette taxe n'avait rapporté que 150 millions de dollars en 2022, très loin des 400 millions visés. Le pas vers l'autonomie financière est réel, mais l'écart entre l'ambition et les recettes encaissées en dit long sur la volonté des États membres de payer.

Cette taxe est la tentative la plus directe de l'UA de convertir la rhétorique de la souveraineté en indépendance financière, et son insuffisance est la mesure la plus honnête de l'intégration de l'Union. Un continent qui réclame un siège permanent au Conseil de sécurité n'est pas encore capable de financer de manière fiable ses propres opérations de sécurité. Tant que les recettes n'approcheront pas l'objectif de 400 millions de dollars, chaque opération de paix de l'UA restera structurellement dépendante de partenaires extérieurs.

À essayer: Vérifiez quels États membres de l'UA ont effectivement mis en œuvre la taxe de 0,2 % au niveau national et lesquels ne l'ont pas fait.

Le portefeuille de l'UE et la voix de l'UA

Plus de 70 % du budget programmatique de l'UA est financé par des partenaires extérieurs, au premier rang desquels l'Union européenne. Le livre soutient que cette dépendance peut contraindre l'action autonome de l'UA à l'ONU. Quand l'organisation qui parle pour l'Afrique à l'Assemblée générale tire l'essentiel de son financement programmatique de l'Europe, chaque position qu'elle adopte est assombrie par la question de ce que ses bailleurs toléreront.

C'est la constatation structurelle la plus acérée du livre. La dépendance financière n'a pas besoin de conditions explicites pour influencer les comportements ; la seule anticipation du malaise du bailleur réduit l'éventail des positions affirmées. Elle complique aussi la relation UA-UE elle-même, puisque les deux organisations sont à la fois partenaires dans le financement du développement et de la paix, et parties prenantes à des désaccords sur la réforme du Conseil de sécurité et la Cour pénale internationale.

À essayer: Comparez la part de l'UE dans le budget de l'UA avec les contributions propres des États membres de l'UA dans le dernier rapport financier.

Partenaire et rival : la relation UA-UE

L'UA et l'Union européenne coopèrent sur certains sujets, notamment les objectifs de développement et le financement des opérations de paix, et s'affrontent sur d'autres. La réforme du Conseil de sécurité est une ligne de fracture : les membres de l'UE ont leurs propres sièges et leurs propres intérêts, et la revendication africaine de deux sièges permanents avec droit de veto ne figure pas sur leur liste de cadeaux. La Cour pénale internationale en est une autre, où les positions africaines et européennes ont divergé à maintes reprises. Les mêmes deux organisations, alliées lundi, opposées mardi.

La relation UA-UE refuse les étiquettes simplistes d'allié ou de rival. La coopération sur le financement et le développement coexiste avec un conflit réel sur le pouvoir institutionnel et la justice internationale. La dépendance financière décrite dans les constats budgétaires rend cette coexistence particulièrement délicate, puisque l'UA argumente avec une institution qui la finance simultanément — une tension structurelle qu'aucune des deux parties ne peut facilement résoudre.

À essayer: Choisissez un communiqué d'un sommet UA-UE et identifiez les sujets qui ont donné lieu à un langage de coopération et ceux qui ont produit des formulations soigneusement vagues.

Le premier traité régional de lutte contre le terrorisme

La Convention de 1999 de l'UA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme fut le premier traité régional de lutte contre le terrorisme. Le Comité contre le terrorisme (CTC) du Conseil de sécurité de l'ONU a travaillé avec l'UA à la mise en œuvre de cette convention, en particulier dans la région du Sahel. L'Afrique a rédigé le modèle régional ; la machinerie onusienne de lutte contre le terrorisme est venue travailler avec elle.

Être premier compte en droit des traités : la convention de 1999 a donné à l'Afrique un instrument juridique des années avant que d'autres régions n'en construisent d'équivalents, et elle a offert au CTC de l'ONU un partenaire régional prêt à l'emploi. L'accent mis sur le Sahel montre où réside l'urgence du partenariat, mais aussi ses limites, car les cadres juridiques coordonnent les réponses sans réduire les conditions qui engendrent la violence. La convention demeure l'idée juridique la plus exportée de l'UA en matière de sécurité.

À essayer: Comparez la convention de 1999 de l'UA contre le terrorisme avec les conventions propres de l'ONU et notez ce que le texte régional a ajouté.

The verdict: equal in rhetoric, asymmetric in fact

The book concludes that the AU's engagement with the UN is characterized by a 'partnership of equals' in rhetoric but an 'asymmetric relationship' in practice, with the AU often dependent on UN funding and logistical support for its peace operations. The AU's influence in the UN is growing, particularly in areas such as peace and security, climate change, and health, but its lack of a permanent seat on the UN Security Council limits its formal power. The AU's future role will depend on its ability to speak with one voice and to implement its own reforms.

The conclusion refuses both triumphalism and dismissal. The AU has built more influence in two decades than skeptics predicted, and the pandemic and climate diplomacy prove it. But influence without a permanent seat is influence on sufferance, renewable only as long as the great powers find it convenient. The two conditions the book sets, unity and internal reform, are exactly the ones the levy shortfall and the Ezulwini deadlock show are hardest.

À essayer: Test the book's thesis yourself: pick one recent UN resolution on Africa and trace how much of its language originated in an AU position.

Les meilleures citations

- « partenariat d'égaux » dans le discours, mais « relation asymétrique » dans les faits
- le droit d'intervenir en cas de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité
- deux sièges permanents avec droit de veto et cinq sièges non permanents pour l'Afrique
- restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées dans le Sahel d'ici 2030

Limites

L'accent institutionnel du livre laisse peu de place aux personnes derrière la diplomatie ; négociateurs, ambassadeurs et acteurs de la société civile apparaissent comme des postes et des comités plutôt que comme des personnages. Son recours aux cadres formels, aux communiqués et aux résultats de sommets peut aplatir les marchandages politiques plus chaotiques qui les produisent. Les lecteurs en quête d'études de cas approfondies sur des conflits précis ou d'une comparaison soutenue avec d'autres organisations régionales trouveront le traitement sélectif. L'argument selon lequel la dépendance au financement contraint l'autonomie est plus affirmé que démontré, faute d'exemples concrets de positions de l'UA modifiées sous la pression.

En une phrase

L'Union africaine a bâti une voix réelle et grandissante aux Nations unies, mais tant qu'elle ne se finance pas elle-même et n'obtient pas un siège permanent au Conseil de sécurité, son partenariat d'égaux demeure, dans les faits, une relation asymétrique.

Pour qui

Les étudiants et chercheurs en relations internationales, affaires africaines et diplomatie multilatérale trouveront la cartographie institutionnelle du livre indispensable. Les professionnels travaillant sur la réforme de l'ONU, le financement des opérations de paix ou les relations UA-UE s'en serviront comme référence pendant des années.